

La fermeté de l'engagement de mon gouvernement à l'égard de l'Afrique ne fait aucun doute. Et elle a été soulignée de façon éloquente par la remarquable générosité dont ont fait preuve les Canadiens lorsque nous est apparue clairement l'ampleur de la famine en Afrique. Nous nous sommes rendus compte, en tant que nation, que notre avenir est lié au vôtre.

Il est donc clair que les relations substantielles que le Canada entretient déjà avec les pays africains, sont là pour demeurer. Des liens importants nous unissent au sein du commonwealth et des institutions francophones internationales. Nous attachons également beaucoup de prix à l'ensemble des liens que nos citoyens, nos hommes d'affaires, nos fonctionnaires, nos syndicalistes, nos coopérateurs, nos universitaires ont créé et alimenté au cours des années.

Malgré les revers et les problèmes que connaissent certains pays d'Afrique, le Canada n'a jamais perdu et ne perdra jamais sa foi inébranlable dans l'avenir du continent africain. Nous sommes convaincus que, par leurs propres initiatives, les pays d'Afrique parviendront un jour à réaliser leur énorme potentiel économique.

Malheureusement, dans le passé, ce potentiel a été souvent soit ignoré, soit mal utilisé. La Banque mondiale a constaté que la crise économique de l'Afrique s'explique principalement par le rendement médiocre des investissements en capital. (Comme je le disais plus tôt, ceci n'est pas propre à l'Afrique). La Banque préconise donc des réformes de politique interne. Deux de ses recommandations me paraissent particulièrement importantes: une meilleure gestion du secteur public et le renforcement du rôle du secteur privé et des organisations non-gouvernementales. Et, signe encourageant, le plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique souligne aussi l'impérieuse nécessité de faire participer à tous les stades de l'élaboration et de l'exécution des plans de développement, le secteur public, les entreprises privées locales, les établissements de recherche et les groupements communautaires. Il est clair que ce scénario de développement est fondé sur une volonté ferme d'assainir la situation.

Ce grand coup de barre que tous pays, y compris le nôtre, est appelé à donner de temps à autre, m'inspire confiance. Il me convainc que comme gouvernement nous avons raison d'accorder une haute priorité à nos programmes de coopération parce que nous pouvons expliquer ces efforts des pays africains à la population.